



## **Acción Católica Obrera**

C/ Rivadeneyra, núm 6, 8º

08002 Barcelona

Teléfono: 00 34 93 412 48 88 ,

C.e. acocat@arrakis.es

### **Soutien à la grève générale CONTRE LES MESURES DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL**

**Contre la réduction des avantages sociaux et la réforme du travail. Pour la récupération du dialogue social. Les entités soussignées qui font partie de la société civile organisée soutiennent la grève générale du 29 septembre.**

La réponse du gouvernement espagnol à la crise économique et à la réforme du travail, conformément aux politiques des organismes internationaux au service du capital et des multinationales, est le symptôme d'une autre crise plus vaste, d'ordre culturel, écologique et politique, qui prétend nier l'autorité et la capacité régulatrice des gouvernements, et soumettre la vie quotidienne aux codes de consommation irresponsable, à l'individualisme, à l'inégalité et au renoncement à la solidarité.

Les réformes que l'on veut nous imposer ne serviront pas à créer des postes de travail : elles augmenteront les contrats à durée indéterminée, elles faciliteront et rendront le licenciement plus économique, renforceront le pouvoir des entrepreneurs pour établir les conditions de travail de façon unilatérale, affaibliront la négociation collective et aggraveront la précarité de l'emploi. Elle suppose également la récession de l'État-providence, ainsi que la réduction et la privatisation des services publics. En outre, les mesures augmentent le risque d'exclusion sociale de différents secteurs de notre société ; en tant qu'organismes engagés dans cette société, nous voulons faire respecter les droits des personnes les plus vulnérables du monde entier.

Ces mesures donnent l'impression que les gouvernements sont incapables de représenter leurs citoyennes et citoyens et ne peuvent non plus défendre leurs intérêts puisqu'ils sont soumis aux lois de fer des marchés financiers. Mais ce n'est pas vrai. Les gouvernements peuvent nous défendre -et ils sont tenus de le faire- de l'emprise des spéculateurs, et nous ne pouvons accepter, comme s'il s'agissait d'un fait inévitable, la détérioration de nos conditions de travail, de formation et de vie, qui implique également l'augmentation des inégalités

sociales et entre les hommes et les femmes, puisque cela signifierait renoncer à la citoyenneté, à la politique, et à tout ce qui donne un véritable sens à la démocratie.

Pour ceci, la grève du 29 septembre nous concerne tous, aussi bien les organismes sociaux que le mouvement syndical.

- C'est un appel à toutes les citoyennes et à tous les citoyens disposés à s'opposer à une Europe gouvernée par les marchés, ne laissant aucun espace à la politique et à la fonction de redistribution de la richesse de l'État.
- C'est un signal d'alarme destiné aux personnes qui ne sont pas disposées à assister de façon passive à la réduction des valeurs civiques, des droits sociaux et professionnels, à la privatisation des services publics (santé, éducation, etc.) et à la dégradation des conditions environnementales et climatiques. Notre voix doit s'élever contre les spéculateurs et leurs complices.
- Nous devons nous prononcer contre ceux qui voudraient se servir de notre silence pour nous faire payer la crise, généraliser la précarité, justifier le gaspillage des ressources et le commerce injuste et spéculatif.

Les citoyens espagnols et européens doivent prendre la parole et affirmer clairement leur refus des conditions ayant provoqué la crise ainsi que sa gestion ultérieure. Il nous faut rappeler que l'Europe des peuples devrait être construite à partir de la dimension sociale et non pas économique, et qu'il faut promouvoir les valeurs de l'égalité des chances pour toutes et tous, ainsi que la solidarité. Les dirigeants des gouvernements démocratiquement élus devraient rendre des comptes à ces peuples et non pas au Fonds monétaire international.

Pour cette raison, la grève du 29 septembre représente un besoin impérieux d'expression démocratique à la portée de tous les citoyens. Et c'est aussi pour cela que nous, en tant qu'entités civiques, citoyennes et citoyens, travailleuses et travailleurs de notre pays, exprimons notre soutien et notre adhésion à l'appel du 29 septembre lancé par le mouvement syndical.